



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## **SYRIE : LA PROCRASTINATION DIPLOMATIQUE**

Ariel Colonomos

(Directeur de recherche au CERI-Sciences Po/CNRS)

Il est difficile d'imaginer que le plan proposé par Kofi Annan puisse réussir car on voit mal quels en seraient les bienfaits à terme. Ses objectifs manquent de clarté. Imaginons une partie où le fort est en train de céder du terrain dans sa confrontation avec le faible. Le premier impose au second une très grande souffrance en violant les règles que des arbitres divisés et délibérément distraits sont censés faire respecter. En dépit de l'importance de la peine qui lui est infligée, le faible est déterminé à aller jusqu'au bout. Il finit par attirer la sympathie d'un nombre grandissant de personnes qui sollicitent alors les arbitres. Malgré leur embarras, ceux-ci sont obligés de rappeler le fort à l'ordre mais ils ne le contraignent pas.

Dans une telle situation, la Syrie a en effet tout intérêt à accepter ce moment de procrastination offert par la diplomatie. Alors que sa survie est menacée, cette initiative constitue pour le dictateur Bachar El-Assad une aubaine. Elle est pour le régime syrien un atout dans son « jeu de la résurrection » au cours duquel des Etats ou des pouvoirs en place continuent de combattre alors qu'ils savent la partie perdue et gardent espoir qu'un événement imprévu leur permettra de retourner la situation en leur faveur. Il est donc normal que des membres des forces qui luttent contre le pouvoir en place aient exprimé de fortes réserves à l'égard de ce plan qui, au mieux, pourrait leur offrir une trêve, mais qui entrave leur victoire.

Le gel du conflit est une décision par défaut. Le collectif des Etats puissants et influents est incapable de trouver un accord sur une proposition à la fois plus claire, plus juste et plus ambitieuse. Tout cela ne fait que révéler l'anarchie inhérente au monde des Etats et l'impossibilité, dans cet univers, de la décision collective. La nouvelle diplomatie qui fait se confronter les traditionnelles puissances occidentales aux nouveaux entrants dans le grand jeu mondial ne fait pas de miracles. Elle renforce les traits caractéristiques de la politique internationale. Cet assemblage hétéroclite conduit à un recouplement des intérêts qui tire l'action politique vers le bas. Un projet est un instrument destiné à résoudre des problèmes. Or ce plan au contraire construit un dilemme. L'impératif est certes d'arrêter un bain de sang mais comment sauver ceux qui luttent contre un pouvoir injuste, alors même que ces combattants sont prêts à mourir et que le régime en place pourrait vraisemblablement tirer profit d'une trêve pour poursuivre ce qu'il a si bien commencé à faire ?

Le gain de temps n'apportera rien, si ce n'est que les problèmes d'aujourd'hui seront reportés à demain. On voit mal comment ce régime tiendra ses engagements et comment il n'essaiera pas de tirer avantage du jeu sans en payer le prix : il fera « cavalier seul ». Les Etats qui auront soutenu l'initiative diplomatique seront alors collectivement responsables des conséquences de leur indécision et des opportunités qu'elle aura offertes au

transgresseur. Par ailleurs, on ne saurait reprocher aux forces rebelles de refuser d'être les victimes de ce double jeu et d'à leur tour contourner les règles de cette trêve.

Au lieu de décaler les problèmes du présent vers le futur et en reportant sine die le poids de l'incertitude, mieux vaudrait partir d'un futur désiré et plausible et voir comment l'atteindre. Ce projet se garde bien d'être clair à cet égard. Il a évacué la dimension proprement politique qui figure au cœur de la guerre en Syrie et au centre des mouvements de révolte dans d'autres pays arabes : le départ, la révocation, la destitution d'un régime autoritaire ou bien l'acceptation assumée de son maintien au pouvoir. Or cet Etat a commis trop de crimes et est aujourd'hui illégitime. Le père de Bachar El-Assad, Hafez, avait perpétré au début des années 1980 des massacres d'envergure à Hama mais les temps ont changé. Aujourd'hui, de tels actes sont impardonnables et le régime syrien constitue une anomalie dont la disparition est annoncée. Cette question n'est pas diplomatique, elle est essentiellement politique. Botter en touche n'est pas une solution.